

## ARRÊTÉ PROVISOIRE N°142/2024

### Arrêté portant renouvellement de la concession N°2072 Emplacement B3-889 au cimetière d'Épernon,

#### Le Maire de la commune d'Épernon,

Vu la demande présentée par Monsieur Christian TRAVERS domicilié 33 rue de Belle Lande 35120 DOL-DE-BRETAGNE et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal de l'effet d'y fonder la sépulture de la famille : TRAVERS.

### ARRÊTÉ

**ARTICLE 1 :** Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière indiquée, une concession de 15 années à compter du 12/06/2024 de 2,00 mètres superficiels.

**ARTICLE 2 :** Cette concession est accordée à titre de renouvellement de concession accordée le 27/05/1988 et expirant le 11/06/2039.

**ARTICLE 3 :** La concession est accordée moyennant la somme 182,50 euros qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n°2752.

**ARTICLE 4 :** Un exemplaire du présent arrêté sera adressé au titulaire de la concession et au receveur municipal.

Fait à Épernon, le 12 juin 2024

Le Maire  
François BELHOMME



*Le Maire,  
-certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
-informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant  
le Tribunal Administratif d'Orléans 28 rue Bretonnerie dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.  
Notification faite le.....  
Signature de l'intéressé(e) :*

Il est à noter que la cour administrative d'appel de Paris a statué que le titulaire d'une concession funéraire temporaire, trentenaire ou cinquantenaire, bénéficie, à la date d'expiration de la période pour laquelle le terrain a été précédemment concédé, d'un droit au renouvellement de sa concession et que, s'il dispose d'un délai de deux ans pour exercer ce droit en formulant une demande en ce sens et en acquittant la redevance capitalisée payable par avance au titre de la nouvelle période, celle-ci court dans tous les cas à compter de la date d'échéance de la précédente concession, qui est celle à laquelle s'opère le renouvellement, dès lors, le montant de la redevance due est celui applicable à cette date.